

LE SPARTACUS

LIBÉRATEUR DU PEUPLE.

Justice. — Travail. — Indépendance.

(PARAISANT LE JEUDI ET LE DIMANCHE).

Tyrans, disparaissez, votre règne est fini !

Bureau et Dépôt provisoires, rue Bailleul, 9-11. — Les articles envoyés au Journal doivent être signés (affranchir).

AU PEUPLE.

Depuis onze siècles Spartacus dormait dans sa tombe, et jusque-là nul bras puissant n'avait fait un effort pour en soulever la pierre et aider le sauveur de la liberté à paraître devant lui; des chaînes mieux rivées semblaient retenir à jamais dans l'oubli l'esclave de Rome, mais son génie les brisa et tu le vis planer sur Paris répondant à la voix du tocsin de 89. Qu'il fut beau pour toi ce 14 juillet où, en un jour, tu anéantis tant de siècles d'oppression, — où rien ne fut un obstacle à ta colère spontanée. Mais si le triomphe fut grand, combien devait être douloureux le retour de ton beau rêve révolutionnaire. Si quelques hommes se dévouèrent pour maintenir tes libertés conquises, combien d'autres outrepassèrent cet amour de la patrie et te ramenèrent vers ton passé par une voie de sang. Si enfin, au nom sacré de la République, trop de victimes furent sacrifiées, l'histoire a relaté depuis lors des faits qui excusent ces prémices de ton ignorance. Un instant tes droits furent menacés; mais un homme t'apporta le concours de son courage, et ces libertés publiques qu'il avait défendues, il les écrasa de son talon impérial et porta le dernier coup à sa mère agonisante, la Révolution. Quoiqu'il en soit, la féodalité ne lui survécut pas, car le principe immortel de ton affranchissement avait été inscrit par toi, nouveau Spartacus, sur les débris de la Bastille.

Passons sur cette période de gloire, de conquêtes, de divisions et de perfidie qui toujours méconnut ta voix, et arrivons à 1830 où tu prouvais une seconde fois la puissance de ta volonté. Là encore s'attachent de pénibles souvenirs en songeant qu'une aveugle confiance te fit mettre en d'indignes mains une révolution achetée au prix d'un sang si généreux.

En 89 tu renversas la féodalité, mais tu laissas debout des tronçons d'aristocratie qui dirigèrent ton instruction et s'emparèrent de ta victoire; — en 1830, tu crus avoir sapé cette aristocratie, mais à sa place, il en surgit une autre plus dangereuse, qui étrenna pendant dix-huit ans le fruit de tes sueurs, — qui corrompit tes sœurs, et attacha ton père au pilori le plus abject, sans éprouver dans le cœur la moindre commotion de pitié! Ainsi donc voilà deux secousses révolutionnaires qui ont coûté à la patrie ses meilleurs citoyens. A la première, il te manquait ce discernement de l'esprit que donne l'éducation et qui nous fait juger les hommes; — à la seconde, c'était l'expérience politique, la connaissance des affaires publiques et des lois qui te régissent.

Et maintenant, as-tu pris dans trois révolutions assez d'enseignements, assez de défiance pour éviter les pièges que pourraient couvrir les promesses? toi qui, comme l'esclave de Capoue, sauvas ta liberté avec quelques gladiateurs modernes, sera-t-il dit encore une fois, que ton principe sera étouffé et que l'humanité perdra ses droits les plus chers, les plus nécessaires? Non, n'est-ce pas? il te reste encore aux mains les débris de ta chaîne qui serviraient au besoin à anéantir tes oppresseurs. Surveille donc ceux que, dans ta confiance, tu as placés à ta tête; et s'ils ne te donnent pas tous les droits que tu réclames, droits fondés sur la justice, — eh bien! chasse-les, ils ne sont pas dignes d'être tes mandataires.

Si donc, aujourd'hui, nous mettons en tête de notre

feuille le nom de *Spartacus*, c'est que nous ne saurions trouver une appellation plus noble pour désigner le peuple dont nous voulons servir les intérêts et défendre les libertés.

Après avoir exposé nos principes contenus dans ces deux mots: **DÉMOCRATIE** et **SOCIALISME**; — après une guerre que nous déclarons d'avance aux organes politiques qui diffèrent du sens républicain, voici les questions que nous traiterons:

- L'instruction du peuple fondée sur les plus larges bases;
- L'organisation du travail;
- L'abolition du privilège;
- Le droit de réunion;
- La justice gratuite;
- L'abolition du cumul;
- La réduction, par tous les moyens possibles, des impôts de consommation qui pèsent généralement sur les classes pauvres;
- La création d'une marine puissante, etc. etc.

Et si les travailleurs nous prêtent leur concours pour cette œuvre purement libérale, notre ambition sera dépassée, en cela qu'ils nous auront jugé dignes de leur appui.

A. G.

Le *Spartacus* promet à ses lecteurs un compte-rendu fidèle des progrès de la révolution en Europe. Ennemi implacable de ces basses intrigues ourdies dans le silence des cabinets, contre la liberté des peuples, et que l'on décore du nom de diplomatie, il dévoilera hardiment toutes les lâchetés de nos révolutionnaires au petit pied qui briguent l'alliance des bourreaux de la Pologne et de l'Irlande, et usent leur talent à leur éviter le contre-coup de nos immortelles journées de Février.

Mais qu'importe, malgré d'odieuses machinations, la liberté a commencé son œuvre de destruction; elle ne s'arrêtera qu'après avoir visité toutes les nations, après avoir frappé chez tous les peuples opprimés et avoir fait de chaque esclave un citoyen, un héros. Déjà deux trônes absolus, en qui s'absorbait la liberté de l'Allemagne entière, se sont écroulés au cri de liberté poussé par des peuples, naguère encore sous l'étreinte du despotisme, qui se sont levés au premier appel.

Bientôt, nous en avons la ferme conviction, l'Espagne et le Portugal substitueront à de dégradantes intrigues d'alcôves, à une politique sanguinaire et jésuitique, des gouvernements dignes et libres qui seront l'expression du peuple souverain.

Nous suivrons d'un regard attentif les préparatifs de la grande lutte que se prépare à soutenir la malheureuse Irlande contre son infâme spoliatrice.

Comprenant enfin sa mission libératrice, le *Spartacus* surveillera la politique tortueuse qui pèse encore sur la France républicaine, et coopérera, autant que possible, au renversement de ces hommes pusillanimes, afin de placer à la tête de notre généreuse nation de vigoureux athlètes qui entreprennent hardiment la conquête de la civilisation universelle.

Notre opinion sur Louis-Napoléon.

Soldat de l'Empire, nous avons, comme les contemporains de cette glorieuse époque, admiré le chef de la

France, nous l'avons servi avec honneur et même avec amour, car notre fidélité lui a survécu.... Mais si nous conservons dans notre cœur un religieux souvenir du grand capitaine, si nous allons chaque année prosterner nos cheveux blancs devant le tombeau du héros des temps modernes, c'est un hommage que nous rendons au génie malheureux, au chef qui nous guidait jadis à la victoire..., et non un culte que nous voulons élever au despotisme impérial. — Napoléon n'est plus; la génération présente l'a jugé, et d'après les principes qui animent aujourd'hui le peuple français, l'Empereur Napoléon lui-même ne serait pas plus possible que Nemours ou Chambord.

Et qui donc en son nom voudrait pousser un de ses neveux à venir revendiquer la couronne impériale? Qui donc oserait aujourd'hui nous soutenir que le trône de France est vacant et qu'il appartient de droit à un descendant de l'empereur?

Que des vieux courtisans de l'empire aient fait ce rêve, nous leur pardonnons de tout cœur; car l'extrême vieillesse nous ramène souvent aux étourderies de l'enfance; et puis, ce que nous avons désiré pendant si longtemps avec une ardeur qui va toujours croissant en raison des obstacles qu'elle rencontre, finit par se poser en idée fixe et passe à l'état de monomanie: c'est ce que nous appelons la *Buonapartemonomanie*. Nous concevons cette maladie chez les vieux courtisans, chez de vieux officiers respectables; du reste, nous professons pour eux le plus grand respect. — Mais que cette folie fasse tout à coup irruption dans les masses, que, semblable au choléra-morbus, plusieurs départements en soient affligés, voilà ce que nous ne comprenons pas, nous vieux bonapartistes, vieux janissaires privilégiés du sultan Napoléon!

Quoi, des milliers d'électeurs, qui, deux jours avant l'élection, ne pensaient pas plus à l'empereur Napoléon III qu'au roi de Prusse, vont déposer leur bulletin dans les urnes républicaines en disant un *Pater* et un *Ave* pour qu'il en sorte un empereur? Mais ce n'est pas naturel; et cependant c'est croyable puisque c'est arrivé... Ah! si mademoiselle Lenormand n'était pas morte et que je fusse préfet de police, comme je courrais me faire tirer les cartes: je me ferais faire le *grand jeu égyptien* et je saurais bientôt quels sont les individus qui ont pu jeter un sort sur les électeurs, sur les bulletins ou sur les urnes électorales, et peut-être même aussi sur les pointeurs. — Mais je ne suis pas préfet de police et mademoiselle Lenormand, toute sorcière qu'elle était, a passé le Styx. Contentons-nous donc de nos propres observations et voyons ce qui peut avoir causé en 24 heures ce changement inattendu:

Pour notre part, nous n'ignorons point que les orléanistes, qui sont trop méprisés pour oser porter un candidat royal, ne se sont pas fait faute de travailler la banlieue de Paris en faveur d'un Bonaparte, et de donner la consigne dans les départements pour que les légitimistes et les orléanistes se liguent en faveur d'un Napoléon. — Les vieux Buonaparto-monomanes de Paris se sont mis en mouvement dans la nuit du vendredi et du samedi afin de donner le coup de collier qui devait assurer l'élection. Un vieux colonel de notre connaissance est resté 72 heures sans se débotter, ça lui rappelait Wagram, Eylau ou Austerlitz: pauvre vieux, le gouvernement provisoire l'avait fait gouver-

neur, et il s'en contentait; mais le gouvernement l'ayant dégonflé, il a essayé de faire un nouvel empereur afin de rentrer dans son gouvernement.... chacun pour soi (maxime Dupin).

Quelle pitié! les orléanistes et les légitimistes semant l'or parmi les prétendus bonapartistes afin de fomentier des troubles et la guerre civile, pour venir, à l'aide des puissances étrangères, reprendre un trône qu'ils ont souillé de fange et de sang. — Combien ils sont coupables ceux qui ont tramé ces perfides complots!... et combien ils doivent se repentir ceux qui se sont laissés entraîner à d'aussi lâches conseils!... Le coup est manqué: la sagesse du peuple a encore triomphé de ses ennemis.

Le citoyen Louis-Charles-Napoléon Bonaparte est reconnu représentant du peuple, sauf de légères formalités à remplir; ces difficultés levées, le citoyen sera au sein de l'Assemblée nationale ni plus ni moins que tout autre membre. — Sa personne ne nous cause aucun effroi, son nom n'exerce sur nous aucun prestige, et ses talents, s'il en a, nous sont parfaitement inconnus; nous n'avons pour le juger, que les deux échaffourées de Strasbourg et de Boulogne, ces deux tentatives ne militent point en sa faveur; car ceux qui le flattent disent qu'il a fait deux pas de clercs, et ceux qui le blâment disent qu'il a commis deux crimes; nous qui ne voyons en lui qu'un représentant du peuple, puisque l'Assemblée nationale qui est souveraine a reconnu son élection, nous disons que s'il a porté deux fois les armes contre la France, c'est que, lui et les siens, sont tombés dans un double guet-à-pens de la police du vieux Philippe; police ignoble comme le roi qu'elle servait et infâme comme les ministres qui la dirigeaient. — Nous lui conseillons, maintenant que le feu de sa nomination est éteint, que la peur de son règne est passée, nous lui conseillons d'éviter les embûches de la police républicaine, qui pourrait bien avoir aussi quelque parenté avec toutes les polices passées. Qu'il sache bien que s'il tentait à faire faire les moindres mouvements, c'est que les partisans des autres prétendants les auraient commandés, et qu'il n'obéirait alors qu'à une volonté occulte ou à une police ombrageuse qui profiterait de cela pour lui faire quitter le sol de la République. Citoyen français, qu'il serve bien son pays, qu'il abandonne toute prétention au trône; car la France n'en a plus, le peuple l'a brisé le 24 février; — qu'il ne se fasse point d'illusion sur ses droits d'héritage; car la France n'est le patrimoine de personne, et malheur à l'imprudent qui oserait porter la main sur ses libertés.... Celui-là, quel qu'il soit, pourrait causer quelques troubles momentanés, mais qu'il soit bien persuadé qu'il rencontrerait sur les degrés du trône le fer des Républicains.

A l'instant où nous insérons notre opinion sur Louis Napoléon, l'Assemblée nationale tout entière à l'émotion de sa première lettre en reçoit une seconde qui arrive tout à point pour mettre fin aux débats que devait causer l'outrage au prétendant; le président en fait lecture à l'assemblée, qui, rassurée momentanément passe à l'ordre du jour. — Voici cette lettre:

Londres, 15 juin 1848.

Monsieur le Président,

J'étais fier d'avoir été élu représentant à Paris et dans trois autres départements. C'était, à mes yeux, une ample réparation pour trente années d'exil et six ans de captivité; mais les soupçons injurieux qu'a fait naître mon élection, mais les troubles dont elle a été le prétexte, mais l'hostilité du pouvoir exécutif, m'imposent le devoir de refuser un honneur qu'on croit avoir été obtenu par l'intrigue. Je désire l'ordre et le maintien d'une République sage, grande, intelligente; et puisque involontairement je favorise le désordre, je dépose, non sans de vifs regrets, ma démission entre vos mains.

Bientôt, j'espère, le calme renaitra et me permettra de rentrer en France, comme le plus simple des citoyens, mais aussi comme un des plus dévoués au repos et à la prospérité de mon pays.

Recevez, Monsieur le président, l'assurance de mes sentiments distingués.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Ainsi donc que les enfans ne pleurent plus, que les vieilles femmes se rassurent, que les vieux bonapartistes rengainent leurs rapières, que les ambitieux retiennent leurs complimens, que les ennemis de la République

baissent le nez et que tous les vrais Républicains de la veille et du lendemain serrent les rangs au cri de vive la nation! vive la République!

B.

La solution du problème social est assez généralement considérée comme hérissée de difficultés presque insurmontables. Nous n'hésitons pas à dire que cette opinion, accréditée avec succès par les intéressés, est par elle seule le plus grand obstacle qui retarde l'avènement du régime égalitaire, et que du jour où la multitude, éclairée sur la valeur de toutes les fins de non recevoir qu'on lui oppose, aura la conscience de ses droits, c'en est fait des privilèges. En effet, la solution est tout entière dans les données suivantes:

Production;

Droit des travailleurs à l'intégralité de leurs produits; Réciprocité de l'échange ou crédit mutuel.

L'application de ce dernier principe: *crédit mutuel*, est si féconde en résultats, qu'elle suffirait à elle seule pour l'émancipation du prolétariat; car, en créant le débouché, elle aurait pour corollaire inévitable les deux autres conditions.

Les limites de cet article ne nous permettent point aujourd'hui d'entrer dans les développemens que comporte un pareil sujet: en attendant, nous renvoyons nos lecteurs à l'ouvrage de M. Proudhon, avec lequel nous sommes heureux de nous rencontrer d'accord sur le terrain des principes, car sa doctrine l'a placé d'un seul jet au premier rang des économistes. Fort d'une profonde conviction, Proudhon, dans les circonstances politiques les plus défavorables à la cause de la vérité, jeta hardiment son gant à la face des vieux préjugés, en leur criant: La propriété, c'est le vol. Malgré la rudesse de l'épigramme, rudesse quelque peu brutale à l'encontre des tendresses infinies que les heureux du jour ont pour des privilèges qu'un usage séculaire semblait avoir irrévocablement consacrés; malgré, disons-nous, la forme paradoxale de l'étiquette sous laquelle il a présenté sa doctrine, Proudhon est le plus ferme conservateur de la propriété, dans ce que ce mot renferme de *réellement sacré*: l'appropriation par le travailleur des fruits de son travail. Aussi, et quoiqu'en disent les détracteurs du socialisme, le nom de ce philosophe est destiné aux honneurs de la plus grande popularité, et nous sommes fiers d'avoir deviné, des premiers, cette gloire naissante.

Tous les Gouvernemens se copient.

Il paraît que quelques commissaires du gouvernement se permettent déjà d'attenter à la liberté de la presse au nom de la République. — Le citoyen Boulay (de la Meurthe), représentant du peuple, se plaint que le directeur du journal du département des Vosges vient de recevoir l'ordre de suspendre son journal, s'il ne versait son cautionnement. Et le journal a cessé de paraître: il prie en conséquence le citoyen Bethmont, ministre de la justice, de vouloir bien expliquer cette anomalie, puisqu'il est certain que des journaux paraissent sans cautionnement, et qu'on l'exige de certains autres.

Le citoyen Bethmont explique comment on a toléré l'apparition de certaines feuilles sans cautionnement: c'était pour ne point entraver la publicité au moment des élections. On a laissé dormir la loi, mais cela ne dit pas qu'elle soit abrogée. — L'intention du gouvernement est de *maintenir le principe*, mais d'en réduire les exigences. — Dans notre *conviction*, il est nécessaire de la *maintenir*. Je ne dis pas que tel ou tel jour j'apporterai un travail sur ce sujet; je m'expliquerai à cet égard avec le gouvernement. — Mais le commissaire du gouvernement (*en arrêtant cette publication*) me paraît avoir eu une pensée sage. — Vous n'ignorez pas comment l'ordre se trouble, vous savez aussi ce qu'il faut faire pour le *maintenir*. On ne peut pas publier un journal sans qu'il y ait *garantie* pour l'Etat. — Je supplie donc le préopinant de faire prendre patience à son correspondant. — (Ce discours est accueilli par les plus violents murmures de l'Assemblée.)

On n'est pas plus régence, en vérité? Un ministre républicain, homme du peuple, fils d'un boulanger de faubourg, avocat, il est vrai, approuve un de ses com-

missaires d'avoir supprimé arbitrairement un journal; s'inquiétant peu, ou même pas du tout, si cette suppression cause la ruine d'un citoyen. — Quels hommes que nos nouveaux hommes d'Etat!... Marrast ne répond point aux *sommations*. — Marie ne fait point de *concessions*. — Bethmont approuve l'arbitraire. Il faut aux républiques des hommes fermes, c'est une chose convenue; mais il y a tant de gens qui prennent la fermeté pour de l'insolence, que je crains bien que nos grands hommes soient mal jugés par les ennemis de la République.

Ainsi, tenez-vous le pour dit: Républicains, Démocrates, Socialistes, Economistes, amis du peuple, quelle que soit la nuance de vos opinions les dictateurs du *National* sauront vous réduire au silence: le monopole de la presse confisquera votre pensée libératrice et le peuple ne trouvera pour défendre ses intérêts que les anciens organes de tous les régimes libicides: — votre gouvernement vient vous avouer qu'on ne peut *maintenir* l'ordre avec le droit d'exprimer ses pensées. — Pauvres gens, misérables gouvernants qui venez, après avoir fait la guerre pendant vingt ans au monopole de la pensée, nous avouer que vous ne pouvez point gouverner sans que ce monopole soit confié à votre *délicatesse*.

Espérons que le dictateur Marrast viendra bientôt nous dire que la demande des comptes de la ville de Paris, balançant les recettes et les dépenses de cette immense cité, deviendrait un sujet de désordre, et que pour *maintenir* la tranquillité de son million d'habitans qui ne boivent, ne mangent, ne marchent ou ne dorment que par son ordre, il faut que son budget de 54 millions de francs soit confié à son *désintéressement*, bien connu des sous-dictateurs du *National*. — Pauvre Paris; pauvres habitans, que je vous plains! — Réclamez votre conseil municipal ou attendez-vous à une ruine complète, à un gaspillage digne du règne de l'ignoble Louis XV.

S'il nous était possible de faire le dénombrement des journaux qui sont échos au soleil de notre révolution, à coup sûr nous en compterions plus de cent dont un grand nombre n'a fait que passer. Mais ce qu'on peut affirmer, c'est que la majorité de ces organes d'un jour s'annonçait par des principes qui justifient l'esprit essentiellement démocratique du peuple. A l'heure qu'il est encore cette fluctuation politique se soutient avec la même persévérance. Pour notre compte, ces faits accomplis nous garantissent l'avenir de la République, et nous croyons que désormais elle est assise sur des bases inébranlables. Beaucoup de gens, nous le savons, ne prennent point au sérieux tous ces petits ballons d'essais que souvent on ne revoit plus après qu'ils sont lancés; mais qu'importe leur durée? N'est-ce pas là une adhésion fermement prononcée en faveur du programme de Février qui donne la mesure de l'opinion publique? Certes, si nous faisons une enquête, en toute certitude nous trouverions des convictions plus profondes dans ces nouveaux venus que dans ces patriarches de la presse dont le but est l'argent ou la soif des grandeurs.

Honneur donc à ces modestes travailleurs qui apportent tour à tour à la République le concours de leurs idées, et qui, pour les élaborer, prennent le plus souvent le produit de leurs sueurs!

Nous apprenons que l'on s'occupe de construire de nouvelles geôles, les prisons de Louis-Philippe ne suffisant plus pour *loger* les victimes de notre *thermidorienne* bourgeoisie, qui ne peut pardonner aux républicains de la veille le *mauvais tour* qu'ils lui ont joué en février, au cri de *vive la réforme*; elle ne peut se consoler de la perte d'un système de corruption qui était pour elle la corne d'abondance. Aussi, grâce à l'esprit de réaction qui anime nos gouvernans, elle se venge tout à l'aise sur les patriotes, ou soupçonnés tels, qui ne fuient pas à l'approche de ses bataillons armés.

Courage, MM. les janissaires, faites des cachots, débarrassez-vous de cette *canaille* qui vient effrontément étaler son oisive misère sur les places publiques. Il manquait cette dernière leçon au peuple; nous espérons qu'elle lui profitera, et que le jour marqué pour son affranchissement définitif, il se souviendra de la manière dont on paie sa clémence.

Le gérant: BARRAUD, TYPOGRAPHE.

Imprimerie de MAULDE et RENOT, rue Bailleur, 9-11.